

NDE

UE-Turquie: vers un blocage des négociations

CONFERENCE

À GENÈVE. *La crise pourrait venir au secours d'une nation tiraillée entre l'Europe, la Russie et l'Iran.*

MOHAMMAD FARROKH

«Les négociations pourraient s'arrêter d'ici deux ans». Seyfettin Gürsel estime que l'heure de vérité est proche entre l'UE et la Turquie. «L'Europe risque de perdre la Turquie», ajoute l'économiste d'Istanbul qui s'exprimait samedi soir à Genève à l'invitation de la Fédération des associations turques de Suisse romande. Celle-ci est présidée par Celal Bayar dont le grand-père du même nom était président de la République turque en 1958, soit au moment où les négociations avec ce qui était alors la CEE ont commencé. Relancées en 2005, les négociations d'adhésion marquent le pas, alors qu'il ne reste plus que quatre chapitres encore susceptibles d'être ouverts, compte tenu des 14 chapitres bloqués par les Européens, dont huit à la demande de Chypre. Or, la date de 2013 souhaitée par Ankara n'étant pas réaliste, on parle désormais de 2021 ou 2023.

La perspective d'un blocage d'ici 2012 est d'autant plus préoccupante pour la Turquie que l'ouverture des négociations a contribué à faire passer les investissements directs étrangers de 3 à quelque 15-20 milliards d'euros. Or, Ankara compte sur ce flux pour atteindre un objectif annuel de croissance de 5,5% et permettre au revenu par

habitant d'atteindre 52% de la moyenne de l'UE d'ici 2020, contre 40% actuellement. Le processus a aussi son coût, chiffré à 58 milliards d'euros rien que pour l'adoption de l'acquis communautaire dans le domaine de l'environnement. «De tels montants ne sont acceptables que si l'adhésion est au bout du chemin», commente le professeur Gürsel qui concède qu'une alternative se dessine désormais pour la Turquie. Si l'Europe persiste à lui fermer sa porte, celle-ci pourrait être tentée par un rapprochement avec la Russie et l'Iran, une évolution peu favorable aux intérêts de l'UE. «L'Europe souhaite conserver sa place en Turquie, mais sans l'intégrer dans ses institutions. Ce n'est pas possible», avertit Seyfettin Gürsel. Il évoque brièvement, comme pour le conjurer, un autre scénario: avec une lira faible, le pays peut miser sur ses exportations pour stimuler le développement de son industrie. Voilà pour le plan B.

Si la crise rend certains objectifs économiques illusoire au vu d'une croissance de 1,5% en 2008, elle pourrait paradoxalement permettre à la Turquie de surmonter le blocage prévisible des négociations. La survie de l'euro pourrait passer en effet par la sortie de certains pays et la création d'une UE à plusieurs vitesses, avec l'apparition d'un cercle extérieur d'autant moins hostile à la Turquie qu'il comprendrait des pays tels que la Roumanie où l'adhésion turque recueille 70% d'opinions favorables. Dans cette perspective, Seyfettin Gürsel préconise «l'intégration progressive», dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'adhésion. ■